



La Direction Générale de l'INRA doit cesser de tergiverser ! Son schéma directeur ne vise qu'à réduire encore plus les moyens de l'INRA !

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Document réalisé le 30/05/11 consultable en intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt/> – et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Vendredi 26 mai, après le refus de siéger des quatre organisations syndicales de l'INRA au Comité Technique Paritaire, la Direction Générale, dans un message à tous les agents de l'INRA, a désespérément tenté de justifier le bien fondé de son « *projet de schéma directeur pour l'optimisation des fonctions support* ».

La Direction Générale présente ce projet comme une réponse obligée à la demande gouvernementale de mise en place de la RGPP dans les EPST. Ce projet ne prendrait pas en compte « *certaines points* » des recommandations de l'audit IGAENR ! Il faut prendre une loupe pour distinguer les points en question. Le projet ne propose-t-il pas de mettre en place des plaques inter-régionales de centres par fonctions (RH, Achats, Patrimoine, etc...) ? Ne propose-t-il pas de constituer des plate-formes de centres pour les gestionnaires d'unités qui ne seraient plus recrutés et gérés par les départements de recherche mais par la MICSDAR et la Délégation à l'appui de la recherche, au mépris des garanties données précédemment sur ce point ? Ne propose-t-il pas de financer certaines fonctions « supports » par un prélèvement supplémentaire sur les ressources contractuelles des unités de recherches, gageant ainsi les postes sur des ressources aléatoires ? ***Ces propositions qui bouleverseraient les activités de certaines d'agents ne seraient-elles qu'un « moindre mal », comme le distillent ici ou là certains relais de la DG ?***

Plus grave encore, la Direction Générale s'engage à ce que « *les gains réalisés en matière d'optimisation des fonctions supports* » ne donnent lieu à aucune « suppression d'emplois ». Que vaut cette promesse alors que le gouvernement a décidé de généraliser « à tous les opérateurs de recherche » c'est-à-dire CNRS et INRA, la règle RGPP du non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux ? Pourquoi un tel mépris à l'égard des agents ? Ainsi, la Direction Générale serait-elle à même d'éviter à l'INRA les conséquences de la RGPP qu'elle est chargée d'appliquer ? Peut-être qu'à très court terme, le nombre d'emplois sera maintenu, mais les propositions du schéma directeur entraînera des redéploiements dont de nombreux agents de plusieurs centres vivent déjà les conséquences en terme de mobilités et de reconversions forcées, l'« *optimisation des fonctions* » se traduit par l'accroissement de leur charge de travail et la dégradation de leurs conditions de travail.

Pourquoi « *demander des efforts à tous les agents* » en commençant par ceux des services d'appui et les gestionnaires d'unité ? Lors du CTP avorté du 26 mai, la Direction Générale a indiqué qu'elle ***est pleinement volontaire pour appliquer la directive gouvernementale de diminuer de 10% les frais de fonctionnement de l'INRA au nom de la politique de réduction des déficits publics !***

L'« *optimisation* » des services en charge des fonctions « supports » ne suffira pas, des efforts analogues seront exigés de toutes les unités d'appui (fonctions soutien) et des unités expérimentales et des unités de recherche, toutes en grandes difficultés en raison de la réduction continue du soutien de base !

Pour tenter de faire passer la potion, la direction propose de mettre en place un comité de suivi et de saisir les conseils de gestion ... ***une fois le projet adopté !!! Qui serait assez naïf pour accepter un tel marché ?*** Les difficultés actuelles des services d'appui comme des autres unités sont directement liées à la réduction des emplois de titulaires, et des budgets pérennes de fonctionnement. Augmenter l'efficacité de ces services (et non leur efficacité) nécessite d'inverser cette tendance. Ce n'est pas ce que la Direction Générale, à la demande du gouvernement, s'apprête à faire, contre les personnels et contre le développement de la recherche publique agronomique ! Cela ne fait que renforcer notre opposition à ce projet. **La Direction Générale doit retirer son Schéma Directeur !**

La CGT appelle les agents à l'exprimer encore plus massivement dans les centres, notamment en rejoignant les 2700 signataires de la pétition intersyndicale.

Elle les invite à constituer dans chaque centre des délégations pour venir le dire directement à la Direction générale en apportant les pétitions lors du CTP du 1^{er} Juin à Paris, 147 rue de l'université à partir de 9h.

**Ne tombons pas dans le piège d'une pseudo concertation... alors que le projet serait adopté !
Montrons à la Direction qu'elle est bien seule avec son projet RGPP !**